

Communiqué FSU14: Coronavirus, le service public est essentiel !

13 mars 2020|Catégories : [ACTUALITÉS, VU DANS LA PRESSE](#)|Mots-clés : [COMMUNIQUÉS](#)

Le Président de la République a annoncé des mesures pour endiguer la propagation du coronavirus dans ce qu'il a qualifié être la plus grave crise sanitaire depuis un siècle. La plus forte est la fermeture de toutes les crèches, écoles, établissements scolaires et universités à partir de lundi prochain.

Cette décision nécessaire était inéluctable. Elle met fin à une certaine cacophonie de mesures disparates et permet à ce stade une protection pour tous les personnels des écoles en première ligne avec les enfants.

Les personnels de l'Éducation Nationale, comme l'ensemble des agents des services publics auront à cœur d'accompagner au mieux les usagers.

Cela ne saurait se traduire par des injonctions impraticables. La nécessaire continuité du service public ne pourra être mise en œuvre qu'avec les outils et moyens mis à disposition des agents, dans le respect de leurs droits et avec la volonté de les protéger des risques.

Dans notre département, tous les établissements ne bénéficient pas de connexions internet puissantes, de matériel performant...

Les familles ne sont pas toutes équipées et une continuité passant par l'informatique et internet outre qu'elle risque de renforcer les inégalités, ne peut être présentée comme une solution universelle.

La FSU exige que la présence des personnels sur les lieux de travail corresponde effectivement à des tâches indispensables non réalisables à domicile.

Le chef de l'État a loué dans son discours le système de santé français et affirmé l'importance de son système de protection sociale.

La FSU ne peut qu'y souscrire et saura le lui rappeler quand il s'agira de les défendre et de les renforcer.

Dans l'immédiat, une suspension du processus parlementaire concernant la réforme des retraites serait une mesure d'apaisement et de cohésion sociale.

En tout état de cause, la crise sanitaire actuelle ne doit pas servir à escamoter les justes revendications puissamment exprimées par les salariées depuis des mois.